



Intervention du secrétaire général de la FNEC FP-FO à la manifestation nationale des AESH à Paris le 19 octobre 2021

Aujourd'hui des milliers d'AESH, des enseignants, des parents d'élèves, de Région Parisienne mais aussi de toute la France, sont venus crier leur colère et leurs revendications en direction du ministère.

Je salue les délégations venues de :

Haute-Loire, du Puy de Dôme, du Rhône, de Gironde, des Bouches du Rhône, de l'Isère, du Pas de Calais, des Côtes d'Armor, du Morbihan, de Mayenne, de l'Oise, de Corrèze, de Creuse, de l'Ain, de l'Eure, de Seine Maritime, de l'Yonne, du Var, de l'Allier, du Vaucluse, d'Indre et Loire, du Maine et Loire, des Landes, de Loire Atlantique, d'Ille-et-Vilaine, du Bas Rhin, de Côte d'Or, de la Haute-Garonne... et de tous les départements de la Région Parisienne.

C'est un mouvement que nous appelons à amplifier, à élargir.

Avec leurs comités départementaux, avec leurs syndicats, ces centaines de délégués ont organisé la montée nationale en direction du ministre,

à l'appel de la convention nationale des AESH, qui avait acté la montée à Paris le 19 octobre, lors de la journée de grève décidée par les organisations syndicales FO, FSU, CGT éducation, Sud éducation, SNALC et SNCL.

Après les mobilisations massives des AESH, de l'année scolaire dernière et face à la surdité des représentants locaux du ministre, **la FNEC FP-FO estime que la convention nationale des AESH a eu raison : c'est le ministre qui est responsable du chaos, c'est donc chez le Ministre, à Paris, qu'il faut aller, là où ça se décide !**

Le ministre pensait peut-être s'en tirer à bon compte en proposant une nouvelle grille de rémunération ?

Mais n'est-il pas honteux de maintenir plus de 135 000 personnels sous le seuil de pauvreté ?

Alors disons-le clairement : les AESH ne lâcheront pas la proie pour l'ombre : les AESH veulent un vrai statut !

L'école inclusive est l'affaire de tous. La mise en œuvre des PIAL est une catastrophe pour les AESH, les enseignants, les élèves et leurs familles.

C'est pourquoi, FO a appelé l'ensemble des personnels de l'Education Nationale à faire bloc avec les AESH pour combattre cette inclusion scolaire sans moyen, qui s'accompagne de la liquidation des structures et des postes spécialisés, et qui précarise et fragilise les AESH.

La FNEC FP-FO participera et appuiera les initiatives décidées par la convention nationale, par les comités départementaux, pour la satisfaction des revendications : **un vrai statut, un vrai salaire, pour l'abandon des PIAL !**

A l'heure où le gouvernement veut **tirer un trait définitif sur l'école publique et laïque, comme il détruit l'hôpital public et ferme des milliers de lits,**

à l'heure où **il détruit le baccalauréat et les qualifications, et donc le droit à un avenir** pour des millions de jeunes,

à l'heure où **il s'en prend à tous nos acquis, et à nos libertés avec le passe sanitaire et ses lois liberticides,**

la mobilisation des AESH doit s'inscrire dans un mouvement d'ensemble, interprofessionnel, pour bloquer la régression sociale. C'est pourquoi FO appelle à **multiplier les réunions syndicales dans les écoles, les services et les établissements, pour dresser les cahiers de revendications et discuter des moyens de les arracher, dans l'action commune la plus large !**

La mobilisation des AESH s'inscrit dans le même mouvement qui a engagé les syndicats FO et CGT de l'hôpital de Beaujon à appeler à une montée nationale de tous les hospitaliers et de toute la population, de toutes les organisations qui combattent les suppressions de lits et d'hôpitaux, le 4 décembre à Paris, chez le ministre Véran !

La résistance s'organise camarades !

Tous ensemble nous pouvons gagner !



Intervention comité de liaison AESH 43 à la manifestation nationale à Paris 19 octobre 2021

J'interviens aujourd'hui au nom du comité de liaison de Haute-Loire composé d'AESH syndiqués, non syndiqués et soutenu par CGT, FO, SUD et FSU.

Nous sommes partie prenante de la convention nationale qui est composée d'AESH de divers départements de France engagés pour la reconnaissance de notre métier, ce qui passe, selon nous, par un vrai statut de la fonction publique, un vrai salaire, l'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens ainsi qu'une vraie formation.

Depuis de nombreux mois, nous nous sommes mobilisés, sur ces revendications, dans nos départements respectifs et particulièrement en mars, avril et juin lors des journées de grèves et de manifestation à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Face à l'absence de réponse des responsables locaux et du ministre nous avons décidé, suite à une convention nationale des AESH le 30 juin, de nous constituer en comité national de liaison composé de tous les comités et collectifs départementaux qui se sentent concernés par nos revendications :

- « Un vrai salaire parce que c'est un vrai métier, une réelle revalorisation salariale ainsi que les différentes primes (informatiques, REP/REP+,...)»
Pour la plupart d'entre nous, nous travaillons 24h (présence auprès des élèves) pour un salaire d'environ 750€. Ce mi-temps nous est imposé sans possibilité d'évolutions. Nous demandons que ce temps de travail soit pris pour un 100%, comme c'est le cas pour les enseignants. Nous aussi avons des préparations, des réunions, des formations.... En dehors de notre temps de travail. Donc nous réclamons un temps plein pour 24h!
- « La création d'un statut de la Fonction publique » ;
Nous sommes contractuels de la fonction publique et n'avons aucun statut. Nous sommes gérés par notre hiérarchie comme bon leur semble, sans aucun cadre !
- « L'abandon des PIAL et de la politique de mutualisation des moyens » ;
La majorité des notifications MDPH sont des notifications mutualisées. Le temps d'accompagnement accordé pour ces élèves est de seulement 3h ! Comment avoir un accompagnement efficace avec si peu de temps à accorder à chaque élève ? Nous sommes face à des enfants avec besoins particuliers et non des objets ! Cela veut aussi dire que nous sommes amenés à suivre jusqu'à 8 élèves en simultanée !
Avec la mise en place des PIALs, la plupart d'entre nous, sont amenés à intervenir sur différents établissements dans une même journée, et ceux sans indemnisation. Nous sommes malléables à souhait. En effet, notre affectation peut changer du jour au lendemain ; ce qui veut aussi dire que des élèves peuvent se retrouver sans AESH du jour au lendemain !

- « Une vraie formation ».

Nous débutons sans aucune formation. Au cours de nos premières années, nous avons 60h de formations prévues (formation très théorique et sans grande aide pour nous). La plupart d'entre nous devons nous former par nous-mêmes, avec nos propres moyens (chose très compliquée vu nos petits salaires).

Nous souffrons tous de cette situation. Les enseignants doivent s'adapter à chaque changement d'AESH. Les élèves doivent, eux aussi, trouver leurs marques et retrouver la confiance à chaque changement de personne. Nous aussi AESH nous devons nous réadapter à chaque changement d'école, d'équipe pédagogique, d'élève... Nous ne sommes pas des pions et nous sommes face à des êtres humains et encore plus, face à des enfants et non des objets !

Voici nos revendications à nous AESH de toute la France, nous nous battons et nous continuerons à nous battre, car cette situation ne peut plus durer. L'union fait la force, c'est pourquoi nous continuerons ainsi à lutter tous ensemble, AESH, enseignants, professeurs, parents... ! Ce refus de prendre en compte nos revendications témoigne d'un mépris de la part de tous : Inspecteurs d'académie, recteurs, ministre, président... !

Nous proposons de poursuivre et nous sommes partisans de la tenue d'une nouvelle convention dans l'unité syndicale jusqu'à satisfaction des revendications !